

Le Conseil d'Etat contesterait l'interdiction de l'école à la maison



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 03 décembre 2020

Source [Le Salon Beige] Dans son projet d'avis, les juristes du Conseil d'Etat [soulignent](#) :

« cette suppression n'est pas appuyée par des éléments fiables et documentés sur les raisons, les conditions et les résultats de la pratique de l'enseignement au sein de la famille ; il n'est pas établi, en particulier, que les motifs des parents relèveraient de manière significative d'une volonté de séparatisme social ou d'une contestation des valeurs de la République. Dans ces conditions, le passage d'un régime de liberté encadrée et contrôlée à un régime d'interdiction ne paraît pas suffisamment justifié et proportionné ».

« Le Conseil d'Etat, par suite, écarte du projet les dispositions relatives à l'instruction au sein de la famille. »

L'assemblée plénière générale du Conseil d'Etat doit décider aujourd'hui d'adopter ou d'amender ce projet d'avis. Puis il sera transmis au gouvernement, lequel n'est pas obligé d'en suivre les recommandations. Il prend toutefois le risque d'être censuré par le conseil constitutionnel une fois la loi adoptée.

Selon [Le Parisien](#), le ministère de l'Education nationale a discrètement sondé cette semaine le Conseil d'Etat sur une piste de scolarisation obligatoire à 6 ans, plutôt qu'à 3 ans.